

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20241129-lmc1351510-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : vendredi 6 décembre 2024
Date de publication : 06/12/2024

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
VENDREDI 29 NOVEMBRE 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le vendredi 29 novembre 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : DIR Anaïs

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
63	17	1
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p>N° 24/11/274</p> <p>CONVENTION DE FOURNITURE D'EAU ENTRE LA METROPOLE TPM ET LA COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE - CONCESSIONNAIRE DU SERVICE EAU POTABLE - SECTEUR CENTRE - AUTORISATION DE SIGNATURE</p>		

PRESENTS :

Mme Dominique ANDREOTTI, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Béatrice BROTONS, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. Robert CAVANNA, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Pascale JANVIER, M. Laurent JEROME, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Virginie PIN, Mme Chantal PORTUESE, M. Guy RAYNAUD, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

REPRESENTES :

M. Thierry ALBERTINI ayant donné pouvoir à Mme Sylvie LAPORTE, Mme Hélène ARNAUD-BILL ayant donné pouvoir à Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Pierre BONNEFOY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, M. Laurent BONNET ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, M. Patrice CAZAUX ayant donné pouvoir à Mme Anaïs DIR, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, Mme Delphine GROSSO ayant donné pouvoir à M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Jean-David MARION, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Olivier CHARLOIS, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS ayant donné pouvoir à M. Joseph MINNITI, Mme Valérie RIALLAND ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, M. Yann TANGUY ayant donné pouvoir à M. Guy RAYNAUD, Mme Magali TURBATTE ayant donné pouvoir à Mme Pascale JANVIER, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI.

ABSENT :

Mme Sandra TORRES.

Séance Publique du 29 novembre 2024

N° D' O R D R E : 24/11/274

**O B J E T : CONVENTION DE FOURNITURE D'EAU ENTRE LA
METROPOLE TPM ET LA COMPAGNIE DES EAUX ET
DE L'OZONE - CONCESSIONNAIRE DU SERVICE EAU
POTABLE - SECTEUR CENTRE - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°20/291 du 9 juillet 2020 portant création et statuts de la régie prolongée métropolitaine de recettes « eau potable » de la Garde,

VU la convention ci-jointe,

VU la Commission Finances et Administration Générale en date du 12 novembre 2024,

CONSIDERANT que les conditions de desserte de l'eau potable sont assurées par deux canalisations séparées, de part et d'autre du Boulevard Enseigne de Vaisseau Guès et Bourgarel, situées à la limite des communes de Toulon et de la Garde,

CONSIDERANT la vétusté de l'une des deux canalisations du côté de la commune de la Garde et en l'absence d'intérêt de conserver deux équipements métropolitains pour la desserte d'un même secteur,

CONSIDERANT la fourniture d'eau aux usagers du service de l'eau de la Garde via le service de l'eau potable de Toulon secteur Centre,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée exerce en régie le Service Public de l'eau potable sur la commune de la Garde,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a confié à la Compagnie des Eaux et de l'Ozone (CEO) l'exploitation du Service Public de l'eau potable du secteur Centre, comprenant les communes de Toulon, le Revest-les-Eaux, le Pradet et la Valette-du-Var,

CONSIDERANT que la présente convention sera exécutoire à compter de la signature par chacune des parties et prendra échéance au 31 décembre 2033, soit pour une durée de 10 ans,

CONSIDERANT que la présente convention a pour objet de définir les modalités techniques, administratives et financières relatives à la maîtrise d'ouvrage de cette opération,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'exposé ci-dessus.

ARTICLE 2

D'ADOPTER les termes la convention de fourniture d'eau potable entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Compagnie des Eaux et de l'Ozone (CEO).

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer la convention de fourniture d'eau brute entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la CEO.

ARTICLE 4

DE CHARGER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée de prendre toutes les dispositions et de signer tous les actes nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 29 novembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



DIR Anaïs

Le secrétaire de séance

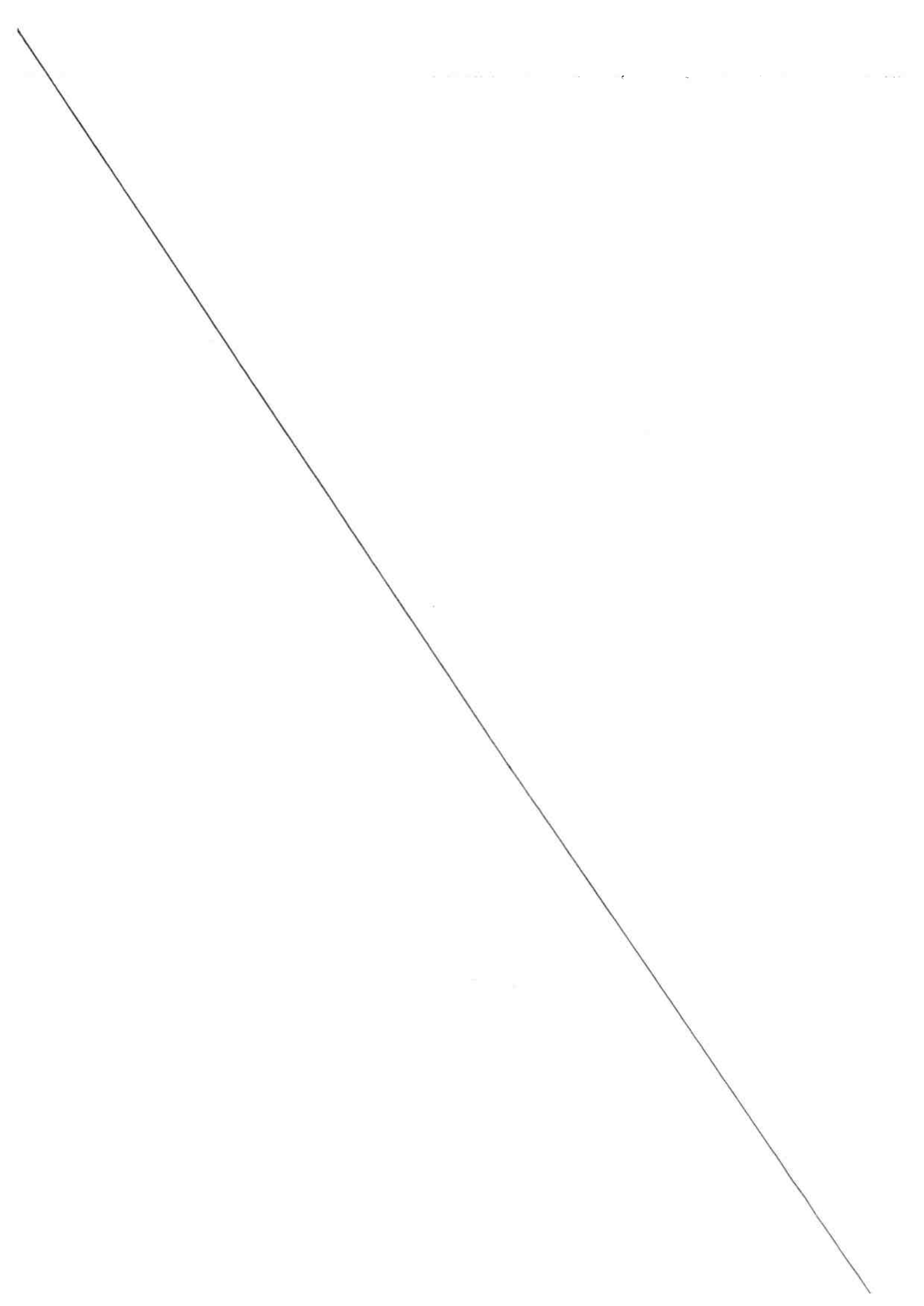


POUR 79

CONTRE 0

ABSTENTION 1

Monsieur Jean-David MARION.



CONVENTION DE FOURNITURE D'EAU ENTRE LA METROPOLE TPM ET LA SOCIETE DES EAUX ET DE L'OZONE - CONCESSIONNAIRE DU SERVICE EAU POTABLE MTPM- SECTEUR CENTRE

ENTRE LES SOUSSIGNÉES :

La **MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE** représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, et ci-après désignée par « **la Métropole** »,

d'une part,

ET

La **Compagnie des Eaux et de l'Ozone - Procédés MP Otto** (CEO), Société en Commandite par Actions au capital de 4 846 880 €, dont le siège social est à Paris, 21 rue de la Boétie, faisant élection de domicile pour les présentes Rue des Oliviers à La Garde, représentée par Monsieur Christophe KLEINKLAUS, Directeur du Territoire Var Provence Méditerranée, dûment habilité à cet effet, et ci-après désignée par « **le Concessionnaire Secteur Centre** »,

d'autre part,

La Collectivité et le Délégitaire sont ci-après dénommés individuellement une « Partie » et collectivement les « Parties ».

IL A D'ABORD ETE EXPOSE :

La Métropole exerce en régie le service public d'eau potable sur la commune de La Garde.

Par contrat de Concession sous forme de délégation du service public, transmis en Préfecture le 4 novembre 2021, ayant pris effet au 1er janvier 2022, la Métropole a confié à la CEO l'exploitation du service de l'eau potable du secteur Centre comprenant les communes de Toulon, Le Revest-les-Eaux, Le Pradet, La Valette-du-Var.

La desserte de certains abonnés au service public d'eau potable de la commune de La Garde, situés dans un écart, pourrait être assurée depuis le réseau de distribution d'eau potable du boulevard Enseigne de Vaisseau Gues / boulevard Bourgarel à Toulon, réseau exploité par le Concessionnaire Secteur Centre.

Les Parties ont souhaité en conséquence que ce soit une convention de vente d'eau à partir des installations exploitées par le Concessionnaire Secteur Centre pour la desserte d'usagers de la commune de La Garde dont la localisation est annexée à la présente convention.

EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les conditions administratives, techniques et financières de la fourniture d'eau potable à la Régie métropolitaine des Eaux de La Garde à partir des installations de distribution du secteur Centre.

ARTICLE 2 - DISPOSITIONS TECHNIQUES

2-1. PROVENANCE DE L'EAU

L'eau potable fournie à la Régie métropolitaine des Eaux de La Garde proviendra des installations du service d'eau potable de la Métropole secteur Centre.

2-2. TRANSPORT - CONDUITE DE TRANSFERT

L'eau destinée à la Régie métropolitaine des Eaux de La Garde sera acheminée à partir du réseau de la Métropole TPM secteur Centre existant, jusqu'à la conduite de distribution existante située boulevard Enseigne de Vaisseau Gues et boulevard Bourgarel.

2-3. VOLUME GARANTI

Sans objet

2-4. QUALITÉ

L'eau distribuée devra présenter constamment les qualités imposées par la réglementation en vigueur et répondre aux normes européennes de potabilité visées par le code de la santé publique.

Le Concessionnaire Secteur Centre transmettra annuellement à la Régie métropolitaine des Eaux de La Garde les données relatives à la qualité de l'eau du périmètre concerné.

ARTICLE 3 - ENTRETIEN DES INSTALLATIONS

Le Concessionnaire Secteur Centre prend à sa charge l'entretien et le renouvellement des ouvrages dont la conduite de distribution précitée à l'article 2-2 ainsi que les branchements publics connectés (hors compteur et joint avant compteur exclu) à cette conduite et alimentant les usagers de la commune de La Garde, notamment en fonction des dispositions du contrat de Concession de la Métropole secteur Centre.

ARTICLE 4 - POINT DE COMPTAGE

Point de comptage

Les compteurs de comptage sont les compteurs existants alimentant les usagers de la Régie métropolitaine des Eaux de La Garde concernés et sont disposés en limite de domaine public.

Leur localisation est annexée à la présente convention.

Vérification du compteur

En cas de vérification des compteurs demandée par Le Concessionnaire Secteur Centre, les frais de vérification et de repose resteront à la charge de celui-ci, dans le cas où les indications données par le compteur vérifié, sont reconnues exactes, compte tenu des tolérances normales de fonctionnement garanties par le constructeur de l'appareil. Dans le cas contraire, ils seront à la charge de la Régie métropolitaine des Eaux de La Garde.

Lorsque, par suite d'arrêt ou même d'irrégularité dans le fonctionnement du compteur de fourniture, dûment constaté et reconnu par les parties, il ne sera pas possible de mesurer les quantités d'eau fournies, la consommation sera déterminée en prenant pour référence les fournitures moyennes de la période d'interruption concernée sur les deux années précédentes.

Les index des compteurs et les dates des relevés devront figurer sur les factures de fourniture d'eau de manière à permettre à la Métropole de vérifier et de contrôler à tout moment le bien fondé des quantités facturées.

Entretien du compteur

L'entretien des compteurs et leur renouvellement sont assurés par la Régie métropolitaine des Eaux de La Garde, conformément aux dispositions de de son règlement de service.

Relevés des compteurs

Les relevés de compteurs seront réalisés par la Régie métropolitaine des Eaux de La Garde à fréquence quadrimestrielle. Ils sont communiqués quadrimestriellement au Concessionnaire Secteur Centre afin que ce dernier procède à la facturation de la fourniture d'eau.

ARTICLE 5 - FACTURATION DES FOURNITURES D'EAU

Le Concessionnaire Secteur Centre procède à une facturation quadrimestrielle.
Chaque facture comprend quatre mois d'abonnement facturé d'avance.
Une facture est émise au nom de la Métropole pour l'ensemble des points de livraison.

L'eau fournie à la Régie métropolitaine des eaux de La Garde lui sera facturée aux conditions suivantes :

- ✓ **Part Fixe (PF) : 12,40 € HT par point de livraison par quadrimestre**
- ✓ **Part Variable (PV) : 1,1040 € HT par m3.**

Ces prix sont établis en valeur de base au 1er janvier 2022.

Ces prix de base seront révisés annuellement le 1er janvier de chaque année, pour les 2 semestres de consommation suivants, en application de la formule suivante par application de la formule de variation ci-après, où K1 représente le coefficient de révision :

$$PF = PF_0 \times K1_N$$

$$PV = PV_0 \times K1_N$$

Le coefficient K1_N aura la forme suivante :

$$K1 = 0,20 + (0,284 \times A/A_0) + (0,021 \times B/B_0) + (0,0245 \times C/C_0) + (0,150 \times D/D_0) + (0,100 \times E/E_0)$$

Avec :

Indice	Descriptif de l'indice et pondération
A	Indice coûts horaires : ICHT-E A0 = (en attente des valeurs connues au 01/01/2022).
B	Indice Electricité : 35111403 « Electricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour une capacité > 36KVA » B0 = (en attente des valeurs connues au 01/01/2022)..
C	Indice Travaux Public Canalisations : TP10a, canalisations, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux..... C0 = (en attente des valeurs connues au 01/01/2022).....
D	Indice Frais et services divers : Index FSD2 - Frais et services divers, modèle de référence n° 2 D0 = (en attente des valeurs connues au 01/01/2022).
E	Indice liée aux achats d'eau : Coefficient de révision des tarifs d'achats d'eau brute auprès de la SCP, selon la formule définie au sein des Conditions Générales du service de l'eau – Eaux urbaines – de la SCP. E0 = (en attente des valeurs connues au 01/01/2022).

Les valeurs A, C et D seront celles connues au 1er janvier de chaque année et publiées au Moniteur des Travaux Publics.

Les valeurs A₀, C₀ et D₀ seront celles connues au 31/12/2021 et publiées au Moniteur des Travaux Publics.

Pour l'indice Electricité, la valeur B est constituée de la moyenne sur les douze derniers mois des valeurs connues au 1er janvier de chaque année, et la valeur B₀ est constituée de la moyenne des valeurs connues sur les douze derniers mois au 31/12/2021.

La valeur de K1 de l'année 1 est égale à 1 : K1₁=1

Les tarifs ainsi indexés sont arrondis à trois décimales pour la partie proportionnelle.

Redevance de prélèvement - TVA – taxes

A ces prix s'ajouteront l'incidence de la redevance de prélèvement due à l'Agence de l'eau, la TVA et les éventuelles taxes qui seraient imposées par la réglementation en matière de distribution d'eau.

Part Collectivité

A ces prix, pourra s'ajouter une Part Collectivité, dont le montant est fixé par délibération prise par la Métropole pour le service d'eau du secteur Centre. Dans ce cas, ces sommes seront facturées par le Concessionnaire Secteur Centre en même temps que la facture portant sur les prix rémunérant le concessionnaire, puis reversées par le Concessionnaire Secteur Centre à la Métropole TPM selon les conditions fixées au contrat de délégation de service public d'eau potable du secteur Centre.

A la signature de cette convention la part collectivité ne sera pas facturée. La Métropole TPM notifiera au concessionnaire secteur centre par écrit tout changement de position en la matière.

ARTICLE 6 - RÈGLEMENT DES SOMMES DUES

Après la fin de chaque quadrimestre, le Concessionnaire secteur Centre adressera à la Régie métropolitaine des eaux de La Garde, l'état des sommes dues au titre de la fourniture d'eau, telles qu'elles résultent des dispositions de l'article 5 ci-dessus.

Les règlements des sommes dues seront effectués par la Régie métropolitaine des Eaux de La Garde au Concessionnaire Secteur Centre dans les 45 jours suivant leur présentation.

Lorsque les sommes dues ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le Concessionnaire Secteur Centre a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires aux taux de l'intérêt légal majoré de 3 points de pourcentage.

ARTICLE 7 - RÉVISION DE LA CONVENTION

Pour tenir compte de l'évolution des conditions techniques, la convention sera révisée à l'initiative de la partie la plus diligente dans les cas suivants, les parties ayant à se mettre d'accord sur les modalités techniques et financières à adopter pour la poursuite de la fourniture :

- tous les cinq ans, sur la constatation des volumes livrés et de l'évolution du nombre d'abonnés desservis,
- en cas de modification substantielle des ouvrages et des procédés de production et de traitement liée à des obligations réglementaires nouvelles,
- en cas de modification d'ouvrages existants ou création d'ouvrages nouveaux destinés à accroître la sécurité de l'approvisionnement et l'amélioration de la fourniture, en cas d'approbation d'un projet particulier ou général visant à renforcer les réseaux d'eau intéressant les deux Collectivités.

ARTICLE 8 - CLAUSE DE RÉEXAMEN

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du Convention, dont notamment les conditions d'approvisionnement des matériels, équipements, produits de traitement ou des fluides, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le concessionnaire. Il est tenu compte, notamment, des incidences de ces surcoûts sur les délais d'exécution des prestations.

ARTICLE 9 - INTERRUPTION RÉSULTANT DE CAS DE FORCE MAJEURE ET DE TRAVAUX

La Régie métropolitaine des Eaux de La garde ne pourra réclamer aucune indemnité au Concessionnaire secteur Centre, pour interruptions momentanées de la fourniture d'eau résultant du gel, sécheresse, réparation ou toute autre cause analogue considérée comme cas de force majeure.

ARTICLE 10 - PRISE D'EFFET - DURÉE

La présente convention prendra effet à compter du 16/03/2023, ou à la date à laquelle elle acquiert son caractère exécutoire si celle-ci est postérieure.

La présente convention prendra échéance au 31 décembre 2033.

ARTICLE 11 - GARANTIE

Le Concessionnaire Secteur Centre se verra dégagé de toute obligation vis-à-vis de la présente convention dans le cas où il ne serait plus gestionnaire du Service d'Eau Potable du secteur Centre.

La Métropole garantit qu'au cas où son délégataire cesserait d'assurer la gestion de son Service de d'Eau Potable, elle prendrait les lieu et place de celui-ci pour assumer dans l'attente de signature d'une nouvelle convention de fourniture d'eau toutes les obligations techniques incombant au délégataire en vertu de la présente convention.

La Métropole se réserve le droit de transférer au délégataire de son choix tous ses droits et obligations résultant de l'application de la présente convention.

ARTICLE 12 - CONTESTATIONS

Les contestations qui pourraient s'élever entre l'une ou l'autre des parties au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses de la présente convention seront soumises à l'arbitrage du Tribunal compétent.

Préalablement à cette instance contentieuse, les contestations pourront être portées par la partie la plus diligente devant le Préfet, qui s'efforcera de concilier les parties.

Fait à, le

Pour la Métropole
Le Président,
Jean-Pierre GIRAN

Pour le Concessionnaire Secteur Centre
Le Directeur de Territoire,
Christophe KLEINKLAUS

